

Italie : les 100 millions de prévention des risques sismiques disparus, c'était pour les migrants ?

écrit par Christine Tasin | 25 août 2016



247 morts recensés, des disparus et un nombre incalculable de blessés. Tel est le bilan provisoire du séisme qui a endeuillé l'Italie hier.

Au-delà de la compassion avec les victimes et leurs proches, il est nécessaire de faire le point sur les mesures anti-sismiques prises, ou plutôt pas prises, dans un pays pris entre deux plaques tectoniques.

Séisme en Italie: les autorités sont-elles responsables du lourd bilan humain?

Extraits

Pour beaucoup de commentateurs, ces maigres explications ne suffisent pas, et le très lourd bilan qui se dessine était prévisible, contrairement au séisme lui-même. L'Italie est l'un des pays d'Europe les plus à risque et les plus touchés par les tremblements de terre. Et cette particularité est de notoriété publique.

“Le tremblement de terre est, en quelque sorte, une prédestination italienne, et nous le savons depuis toujours”, écrit même Linkiesta, qui décrit les séismes comme la seule et véritable urgence dans la péninsule.

“Plus d'un tiers des 1.300 séismes les plus destructeurs survenus pendant le deuxième millénaire en Méditerranée ont eu lieu en Italie”, poursuit le site d'informations, qui a fait des enquêtes au long cours sa marque de fabrique. Derrière ce constat, il s'agit, plutôt que de se montrer fataliste, de déplorer l'obstination des gouvernements successifs, qui ont échoué à inculquer une véritable culture de la prévention dans le pays.

24 millions de personnes vivent en zone à haut risque

Les bâtiments menacés ne sont pas répertoriés

Malgré ces chiffres, il n'existe toujours pas de carte répertoriant les édifices situés sur ces zones à risques. C'est pourtant un document que les géologues appellent de leurs vœux, mais que le gouvernement n'a jamais constitué, rappelle *Il Fatto Quotidiano*, qui publie jeudi un dossier assassin sur les responsabilités politiques dans la catastrophe humaine qui se confirme déjà.

“80% des édifices, dans les zones à haut risque, ne résisteraient pas à un tremblement de terre comme celui de la nuit dernière”, expose Alessandro Martelli, ingénieur sismique et chercheur, dans les colonnes du journal.

Des failles dans la législation

A l'échelle du pays, 80% des bâtiments sont des constructions historiques, datant d'avant 1981, rappelle le chercheur. Une année clé, car c'est à ce moment-là, après le séisme dévastateur de l'Irpinia, qui a fait près de 3.000 morts en Campanie en novembre 1980, que l'obligation de respecter des normes antisismiques a été imposée pour toutes les constructions. Actuellement, beaucoup de bâtiments publics, tels que

Les écoles ou les hôpitaux, sont donc menacés, car pour les seules écoles par exemple, 50% datent d'avant 1981.

Massimo Cocco, sismologue, souligne dans l'article du *Fatto Quotidiano* que la législation n'impose pas, pour ces bâtiments, la mise aux normes antisismiques en dehors des parties structurelles des édifices. Les municipalités et les régions ont seulement le devoir d'effectuer des études de vulnérabilité dans les bâtiments qu'elles possèdent. Libres à elles, ensuite, de les sécuriser ou non.

Bâtiments vieux ou bâtiments neufs, pas toujours de différence

Le [Corriere Della Sera](#) fait remarquer, comme pour contester l'argument de Matteo Renzi sur les risques inhérents aux vieux centres historiques, qu'à l'Aquila, en 2009, des bâtiments neufs et des bâtiments vieux se sont écroulés de la même manière. Ce n'est donc pas tant leur âge qui compte, que les restructurations qui y sont effectuées ou non.

Après l'Aquila, 2 millions d'euros avaient été alloués pour la rénovation de l'hôpital d'Amatrice, un établissement que son positionnement stratégique, en pleine zone sismique, avait d'ailleurs sauvé de la fermeture. Mais ces fonds n'ont jamais été utilisés, [revèle Il Fatto Quotidiano](#). Dans la nuit de mardi à mercredi, l'hôpital est tout simplement tombé en miettes.

A l'inverse, plusieurs journaux dont [La Repubblica](#) saluent aujourd'hui les rénovations effectuées à Norcia, tout près de l'épicentre, et qui ont permis à la ville d'échapper au pire.



Financements et éducation

Pour les chercheurs interrogés par *Il Fatto Quotidiano*, la priorité serait d'augmenter les financements et la formation à la prévention.

“Le gouvernement devrait allouer chaque année une somme dans son budget pour

atteindre la sécurité en une décennie”, indique Alessandro Martelli. “Au contraire, chaque année, on nous dit qu’il n’y a pas d’argent, ce qui aggrave la situation”.

D’après Linkiesta, les fonds destinés à la prévention des risques sismiques sont passés de 145 millions d’euros en 2015 à 44 millions cette année.

“Il faudrait commencer à faire une sérieuse opération d’éducation qui rendrait la population plus consciente des risques qui prévalent dans les territoires qu’elles habitent”, conclut pour sa part Francesco Peduto, interrogé par Il Fatto Quotidiano.

Et le président du Conseil des géologues italiens d’ajouter que, d’après plusieurs études, 20 à 50% des décès pendant un séisme, dans les zones à risque, sont dus à des comportements inadéquats.

<http://www.bfmtv.com/international/seisme-en-italie-les-autorites-sont-elles-responsables-du-lourd-bilan-humain-1029507.html>

De l’impéritie, de l’imprévoyance, des réductions de crédits drastiques... Et, forcément, une arrivée massive de “migrants” qui a ponctionné un argent fou. Y compris celui de la prévention et de l’information des Italiens, en période de crise économique.

Or, nous savons par les spécialistes de l’immigration, que, en France, en période “normale”, avant l’invasion migratoire, le coût de l’immigration était déjà exorbitant.

Pour Gérard Pince, en 2011, l’immigration nous coûtait déjà 115 milliards d’euros...

La part de la population des immigrés extra-européens et de leurs descendants de la première génération représentait 12,4% de la population de notre pays en 2011 mais sa part dans le PIB n’était que de 7,3% ; le PIB par tête de cette population était de 17.900€ quand celui des populations d’origine française ou européenne était de 32.300€.

Il faut ajouter que la présence des immigrés nous contraint à investir dans des

logements sociaux et des infrastructures (écoles, hôpitaux...) ; Maurice Allais estimait que, lorsqu'un travailleur supplémentaire s'installe en France, les infrastructures nécessaires coûtent quatre années de son salaire annuel, soit pour 200.000 entrées annuelles un coût total de l'ordre de 16 à 20 milliards d'euros par an. Les ressources financières immobilisées dans ces infrastructures sont autant de ressources qui ne sont pas investies dans l'appareil de production du fait que ces travailleurs ne sont pas nécessaires à notre économie parce que nous disposons de réserves considérables de main-d'œuvre inemployée (2,6 millions de chômeurs en 2011 mais plus de 3 millions aujourd'hui) et mobilisable en revenant à la semaine de 39 heures (plus de 2 millions d'équivalent temps plein), sans parler de l'inéluctable allongement de la vie professionnelle. Sachant que le chômage minimal se situe aux alentours de 4% de la population active, soit environ 1.000.000 de chômeurs, il apparaît très clairement que nous n'avons pas besoin d'immigrés supplémentaires et qu'il y en a déjà beaucoup trop. Dans cette histoire il y a, bien sûr, des perdants (les travailleurs autochtones peu qualifiés dont les salaires tendent à baisser ou qui sont contraints au chômage, les contribuables et les capacités d'investissement) mais il y a aussi des gagnants, dont les entreprises de génie civil qui construisent les logements et les infrastructures (Francis Bouygues fut le premier des grands patrons à plaider en faveur de l'immigration et du regroupement familial), la grande distribution et les privilégiés qui peuvent disposer de domestiques dociles et peu exigeants. Cela dit, la facture est salée parce que le coût annuel de la présence de ces quelque 8,1 millions de personnes se monte à 115 milliards d'euros selon Gérard Pince, soit le double du déficit budgétaire de l'Etat ! Leur présence coûtait 2.000€ par an en 2011 à chacun d'entre nous soit 8.000€ par an pour une famille de quatre personnes. La dette de la France qui approche les 2.000 milliards d'euros semble donc être, pour l'essentiel, une conséquence d'une immigration insensée qui ne nous enrichit pas, bien au contraire.

<http://www.polemia.com/les-francais-ruines-par-limmigration-de-gerard-pince/>

Jean-Paul Gourevitch, lui, avait calculé en 2012 que le déficit pour la France serait de 17,4 milliards d'euros.

Selon nos dernières estimations, le déficit de l'immigration se monte à 8,760 milliards d'euros : 5,551 pour l'immigration régulière et 3,209 pour l'immigration irrégulière. Il convient également d'y ajouter les investissements de l'Etat et des collectivités locales pour 8, 652 milliards d'euros dont la rentabilité est nulle (pas de réduction de la pression migratoire par l'aide au développement des pays

d'origine) ou difficilement mesurable (concernant la politique d'intégration). In fine, l'immigration représente donc **un coût net de 17,4 Milliards d'euros pour la France.**

<http://www.contribuables.org/2012/11/les-vrais-chiffres-de-limmigration-jean-paul-gourevitch-repond-a-lexpress/>

Et c'était avant l'invasion migratoire... Je ne vous dis pas à présent. On peut sans doute allègrement multiplier les chiffres par deux. Et accuser clairement le gouvernement italien de n'avoir pas utilisé pour les siens, vivant en zone sismique, un argent gaspillé pour de faux migrants, de faux réfugiés, et quelques vrais terroristes...

En complément.

Ci-dessous extraits d'un article de Capital.fr qui s'appuie sur les chiffres de l'Insee.

Après une première partie où les auteurs essaient de nous convaincre que sans les immigrés les entreprises auraient toutes fermé la porte (on se demande à quoi ils servent vu l'augmentation exponentielle des délocalisations et des suicides de petits patrons, mais passons), la suite présente des chiffres intéressants :

Deuxième constat, qui, cette fois, ne ravira pas le camp des Bisounours : oui, les immigrés de première et de deuxième génération consomment plus d'aides sociales que les autres. Et même beaucoup plus. Selon les estimations de Lionel Ragot et Xavier Chojnicki, les résidents originaires du Maghreb et d'Afrique noire étaient 1,6 à 1.7 fois plus nombreux que le reste de la population à percevoir des allocations chômage, et 3.8 fois plus nombreux à bénéficier des minima sociaux. Même s'ils sont en revanche moins gourmands en remboursement de soins, leur surconsommation coûte chaque année plusieurs centaines de millions d'euros à notre pays. Elle n'a cependant rien de surprenant ni de scandaleux, puisqu'elle est l'exact reflet statistique de la situation sociale de ces habitants, et non le fruit d'un comportement. Selon l'Insee, le taux de pauvreté des foyers immigrés est un peu plus de trois fois supérieur à celui des «autres ménages».

>>> Lire aussi : [Les immigrés abusent-ils de notre système ?](#)

Au reste, ces dépenses ne sont que la partie émergée de l'iceberg. On peut reprocher beaucoup à nos gouvernements successifs, d'avoir baissé la garde sur la sécurité, sacrifié l'autorité à l'école et fermé les yeux sur les comportements discriminatoires, on peut les accuser d'avoir observé sans réagir la montée du fondamentalisme islamique et laissé se développer des ghettos impossibles à gérer. Mais certainement pas d'avoir lésiné sur les budgets.

Entre les 5 milliards d'euros investis chaque année dans la rénovation des cités HLM (un tiers de leurs habitants sont immigrés ou issus de l'immigration), le milliard dépensé pour les zones d'éducation prioritaire, les 800 millions consacrés à la couverture médicale des clandestins, les innombrables subventions offertes aux associations des «quartiers», sans parler des stages et autres contrats de qualif financés à jet continu par le ministère du travail, on peut dire que la République a mis le paquet pour aider les immigrés à s'intégrer.

Le taux de chômage des enfants d'immigrés africains dépasse 24%

Sans doute les défenseurs perpétuels de la bonne cause ont-ils raison de souligner qu'une grande partie de ces dépenses a été couverte par les impôts et les charges payés par les populations concernées. En revanche, répéter à l'infini que les immigrés ont été abandonnés par la République est un non-sens économique.

Troisième constat : oui, en dépit de tout cela, le processus d'intégration par l'économie fonctionne beaucoup moins bien avec les familles arabo-musulmanes et subsahéliennes qu'avec les vagues d'immigration précédentes. Même si une bonne partie de ces populations s'en tire plutôt bien, et parvient à faire des étincelles, un chiffre suffit à le démontrer. Selon l'Insee, le taux de chômage moyen était en 2010 de 8,8% pour les personnes dont les parents étaient nés en France, de 16% pour les immigrés proprement dit et de... 24% pour les enfants d'étrangers d'origine non européenne. «C'est la première fois que la deuxième génération s'en sort globalement moins bien que la première», confirme le sociologue Philippe d'Iribarne.

<http://www.capital.fr/enquetes/dossiers/le-vrai-cout-de-l-immigration-en-france-1030475>